

Bulletin de conjoncture économique et sociale

N°18 3^{ème} Trimestre 2015

SOMMAIRE

I - CONJONCTURE 2

Les dernières données de conjoncture économique.

II - ACTUALITES DEPARTEMENTALES 3

Les informations concernant la vie des entreprises, les projets d'aménagement et de développement économique du département.

III - ZOOM TERRITORIAL 5

Présentation du profil économique et social d'un territoire. Dans ce numéro :
Montreuil sous Bois

III - ZOOM SECTORIEL 8

Présentation de la filière Textile (hors commerce de détail) en Seine-Saint-Denis

IV - CREATIONS ET DEFAILLANCES D'ENTREPRISES 11

Les chiffres de la création et des défaillances d'entreprises en Seine-Saint-Denis

V - MARCHE DU TRAVAIL ET RSA 13

Les chiffres des demandeurs d'emploi des allocataires du RSA, le taux de chômage, et cartographie par commune.

VI - DEFINITION & CHIFFRES CLES 18

I - CONJONCTURE NATIONALE ET MONDIALE (Source : INSEE, ...)

LA REPRISE DE LA CROISSANCE MONDIALE ET FRANÇAISE SE FAIT TOUJOURS ATTENDRE

L'économie mondiale est toujours au ralenti. La croissance américaine ne semble pas être suffisante pour constituer à elle seule, le moteur de la croissance mondiale. La Chine et la zone euro présentant toujours un niveau d'activité en recul pour le premier et en deçà de son potentiel pour le second. Le résultat est une économie mondiale à la trajectoire floue et, pour la France, toujours des interrogations quant au véritable retour de la croissance.

Les pays avancés enregistrent néanmoins un certain dynamisme. L'économie américaine s'illustre particulièrement, avec une activité et un niveau de création d'emplois élevés. Dans sa note intermédiaire sur l'économie mondiale (septembre 2015), l'OCDE revoit à la hausse sa prévision de croissance pour les Etats-Unis en 2015. Elle s'établirait à 2,4% (2% dans la précédente prévision, juin 2015). Mais malgré un climat conjoncturel favorable et un marché du travail qui semble durablement installé autour du plein emploi, la Federal Réserve (banque centrale américaine) hésite à mettre un terme à sa politique d'assouplissement quantitatif (programme d'achat des titres de la dette publique principalement), montrant son scepticisme quant à la solidité des fondamentaux de l'économie.

La croissance en zone euro a enregistré une amélioration au 2^e trim. 2015. L'OCDE maintient ainsi ses prévisions de croissance 2015 pour 2 des 3 grandes économies de la zone. L'Allemagne enregistrerait une croissance de 1,6% et l'Italie de 0,7%. Hors zone euro, l'activité au Royaume-Uni se maintiendrait à un niveau appréciable (+2,4% en 2015), l'organisme révisant toutefois à la baisse ses prévisions de croissance 2015 pour le Japon (+0,6% contre +0,7% dans les prévisions de juin) et le Canada (+1,1% contre +1,5%).

L'activité des pays émergents a par contre continué de se dégrader au 2^e trim. 2015, tendance qui se poursuivrait au 3^e trim. et jusqu'en fin d'année. La trajectoire de l'économie chinoise demeure difficile à prévoir. Bien que forte, la croissance du PIB reste orientée à la baisse ; elle s'établirait à 6,7% en fin d'année (+6,8% envisagé en juin). La baisse des taux d'intérêt de la banque centrale chinoise n'a pas encore réussi à relancer l'investissement et à inverser la baisse de la croissance. Les autres grands pays émergents - Brésil et Russie notamment - par ailleurs grands exportateurs de matières premières, subissent de plein fouet la baisse des cours et sont en récession.

L'économie française reste aussi dans une zone d'incertitude. L'Insee constate que la croissance a calé au 2^e trim. 2015 (0,0% contre +0,7% au trim. précédent). De son côté, l'OCDE a revu à la baisse sa prévision de croissance pour la France en 2015 (1% contre 1,1% en juin). Les moteurs de la croissance française (consommation et construction principalement) restent peu dynamiques. Du coup, la reprise du marché de l'emploi est peu probable à court terme.

Tendances favorables	Tendances défavorables
<ul style="list-style-type: none"> - Baisse des prix du pétrole et du cours des matières premières ; - Amélioration de l'activité en zone euro ; - Montée en régime des politiques publiques d'emplois (CICE, emplois d'avenir, contrats aidés). 	<ul style="list-style-type: none"> - Tensions sur la demande mondiale à cause des facteurs économiques (baisse de la croissance chinoise, récession au Brésil...) et politiques (instabilité au Moyen-Orient...). - Accélération de la hausse des demandeurs d'emploi fin du mois (DEFM) en août 2015 au niveau national et poursuite de la hausse des DEFM en Seine-Saint-Denis ;

II - ACTUALITES DEPARTEMENTALES

ENTREPRISES

TRANSPORT : LA RATP FABRIQUE SES PANNEAUX DE METRO A MONTREUIL

Les dernières journées du patrimoine ont permis de découvrir la présence sur le territoire de la Seine-Saint-Denis d'un site particulier de la RATP. La ville de Montreuil abrite en effet un établissement quasiment secret de la régie de transport parisien. Il s'agit plus précisément de ses ateliers de signalétique et de serrurerie, où sont conçus et fabriqués les éléments destinés à l'information des voyageurs, mais qui regroupent également les services dédiés à la maintenance du patrimoine historique de l'entreprise. L'atelier de Montreuil est chargé d'installer, remplacer, changer et adapter toutes les éléments servant l'orientation des passagers du réseau exploité par l'entreprise. C'est ici que sont fabriqués tous les panneaux que l'on retrouve sur tout le réseau de la RATP, depuis le petit rectangle signalant « Interdiction de fumer » jusqu'à la grande pancarte de 3m qui indique la station de métro, en passant par les différents panneaux du réseau de bus. Différents métiers sont présents sur le site. Des infographistes bien sûr, mais aussi des opérateurs sur machines d'impression ultra sophistiquées ou sur machine de découpage, ou des installateurs de panneaux dans le réseau.

A côté du bâtiment dédié à la fabrication des panneaux modernes, se trouve un second atelier consacré à la serrurerie et, à l'entretien et la restauration des éléments du patrimoine historique du réseau de transport urbain parisien. C'est ici par exemple qu'opèrent les équipes chargées d'entretenir les fameuses 88 entrées de fontes vertes ornementées dites entrées « Guimard » - du nom de l'architecte Hector Guimard, leur concepteur au début du 20^e siècle - existant encore en région parisienne.

COMMERCE : SAINT-GOBAIN OUVRE LA HALLE DE PANTIN, PREMIERE GALERIE COMMERCIALE DESTINEE AUX PROFESSIONNELS DU BATIMENT

Mi-septembre, SAINT-GOBAIN, qui entre autres, est l'un des leaders mondiaux dans la production de matériaux pour la construction, a ouvert à Pantin, un nouveau concept de centre commercial. La Halle de Pantin est la première grande surface européenne destinée aux professionnels de la construction. Sur une ancienne friche industrielle datant de l'après 2^e guerre mondiale située à quelques centaines de mètres de la Porte de la Villette, la branche distribution de SAINT GOBAIN a réuni dix enseignes spécialisées dans différents domaines des matériaux de construction. C'est donc une galerie commerciale d'un nouveau type qui voit le jour en Seine-Saint-Denis. Elle réunit 8 enseignes du groupe dont LA PLATEFORME DU BATIMENT et POINT.P MATERIAUX DE CONSTRUCTION (généralistes des produits pour la construction), CEDEO (Plomberie-chauffage), DECOCERAM (carrelage) ou PUM Plastiques (canalisations plastiques). 2 enseignes partenaires sont également présentes dans l'espace commercial : HILTI (outillages et consommables) et KILOUTOU (location de matériel).

L'ambition de cette nouvelle offre commerciale est de réunir sur un même site, l'ensemble des enseignes spécialisés dans la construction, afin de faire gagner du temps aux professionnels. Sur 35 000m² dont 8 200m² de libre-service, 18 000m² d'espace de stockage et 11 000m² de parking, ceux-ci doivent pouvoir trouver l'ensemble des produits nécessaires pour un chantier, mais également du conseil. 1 000 à 2 000 clients par jour sont attendus, pour un chiffre d'affaires annuel d'environ 70 millions d'euros. Le choix de la Seine-Saint-Denis pour cette première européenne n'est pas le fait du hasard. Le département enregistre la plus forte présence régionale des PME de la construction. Celles-ci, fortement implantés dans les communes du département limitrophes de Paris notamment, de même que les professionnels implantés dans le Val-de-Marne ou les Hauts-de-Seine, sont donc désormais à quelques

minutes de trajet en voiture d'une offre globale de produits pour la construction. Cette ouverture constitue un véritable défi pour le groupe, qui en cas de résultat concluant, compte développer ce nouveau concept dans d'autres villes.

AMENAGEMENT - TRANSPORTS

SAINT-DENIS PLEYEL, LA PLUS GRANDE GARE DU GRAND PARIS EXPRESS DEVOILEE

La maquette de la gare emblématique du futur Grand Paris Express (GPE) a été présentée à la presse fin septembre 2015 par son architecte, le Japonnais Kengo Kuma. Ce sera la plus grande des 72 gares du métro automatique destiné à relier directement des communes de la petite et grande couronne parisienne, sans passer par Paris - contrairement à l'actuel réseau de métro. Cette nouvelle gare sera située à Saint-Denis, à l'intersection de la rue Pleyel et de la rue Francisque Poulbot. Il s'agira d'un espace multifonctionnel de 30 000 m², accueillant sur 9 niveaux dont 4 souterrains, des commerces, un espace de bureau partagé (coworking) et une médiathèque. Elle sera terminus de l'actuelle ligne 14 prolongée et de la future ligne 16 du GPE. Elle sera traversée par les futures lignes 15, 17 du GPE et sera distante d'environ 250m de l'accès de la ligne 13 du métro. Une correspondance sera par ailleurs établie avec la ligne D du RER, par une passerelle au dessus des voies ferrées. la gare devrait enregistrer un trafic d'environ 250 000 voyageurs par jour. Ce qui en fera l'une des plus grandes stations du réseau de transports en commun parisien, à l'image des stations Châtelet-les-Halles et La Défense.

La gare de Saint-Denis Pleyel conçue pour être un geste architectural fort, viendra parachever la mutation déjà largement entamée de ce territoire de la Seine-Saint-Denis, qui accueille actuellement environ 9 000 habitants et 22 000 emplois dans un rayon d'1 km autour du site. La nouvelle gare donnera à cette zone, par ailleurs l'une des plus dynamiques d'Ile-de-France en matière d'emplois depuis une dizaine d'années, le statut de véritable centralité. Les temps de trajet entre Chelles en Seine-et-Marne et La Courneuve seront par exemple ramenés à 22 et 3 minutes, contre respectivement près d'1h et 21 minutes actuellement. De même, le centre de Paris pourra être rejoint en une dizaine de minutes. Le chantier de la gare sera lancé en 2017 pour s'achever en 2023.

LE PROLONGEMENT DE LA LIGNE 11 DU METRO A ROSNY-SOUS-BOIS FRANCHIT UNE ETAPE DECISIVE

Un accord a été trouvé début septembre 2015 pour boucler le financement du prolongement de la ligne 11 du métro jusqu'à Rosny-sous-Bois. Rien ne s'oppose donc plus à un démarrage des travaux en 2016 pour une mise en service en 2023. Le prolongement de la ligne 11 de la Mairie des Lilas, son actuel terminus, à Rosny-sous-Bois, est en effet de toute première importance pour la Seine-Saint-Denis. La ligne prolongée traversera 5 communes du département (Les Lilas, Romainville, Noisy-le-Sec, Montreuil et Rosny-sous-Bois), à travers 6 nouvelles stations. Ce sont environ 80 000 habitants et emplois qui se situent actuellement dans un rayon de 600m autour des futures stations. Ceux-ci pourront rejoindre le centre de Paris en une trentaine de minutes, avec un métro toutes les 2mn. C'est également un accès plus direct aux deux très grands centres commerciaux de la zone à savoir Domus et Rosny2. Le nouveau terminus de la ligne, la station Rosny-Bois-Perrier, sera en correspondance avec le RER E et plus tard avec la ligne 15 du Grand Paris Express. Ce qui accroîtra davantage l'attractivité de cette partie sud du département.

III - ZOOM TERRITORIAL

LA COMMUNE DE MONTREUIL-SOUS-BOIS

Limitrophe de Paris, la commune de Montreuil-sous-Bois est située au centre Est de la capitale. Economiquement et démographiquement, c'est l'une des villes les plus importantes du département. En termes d'emploi par exemple, elle compte 38 700 salariés du privé en 2014, soit 8% de l'emploi total privé départemental (15,4% pour Saint-Denis et 12,3% pour Tremblay-en France). C'est également l'une des communes les plus dynamiques du territoire puisque, en 6 années, elle a gagné près 3 000 emplois et compte sur son territoire de nombreuses entreprises de renom international : telles que BNP PARIBAS, Air France, GROUPAMA BANQUE, ou encore UBISOFT. On y enregistre également une forte implantation des établissements de l'économie sociale et solidaire.

Avec 103 570 habitants dénombrés au dernier recensement 2012 (102 097 habitants en 2007), Montreuil est également la deuxième ville la plus peuplée du département, après Saint-Denis. La commune enregistre un gain annuel de 285 habitants entre 2007 et 2012, soit une progression de 1,4% en 5 ans.

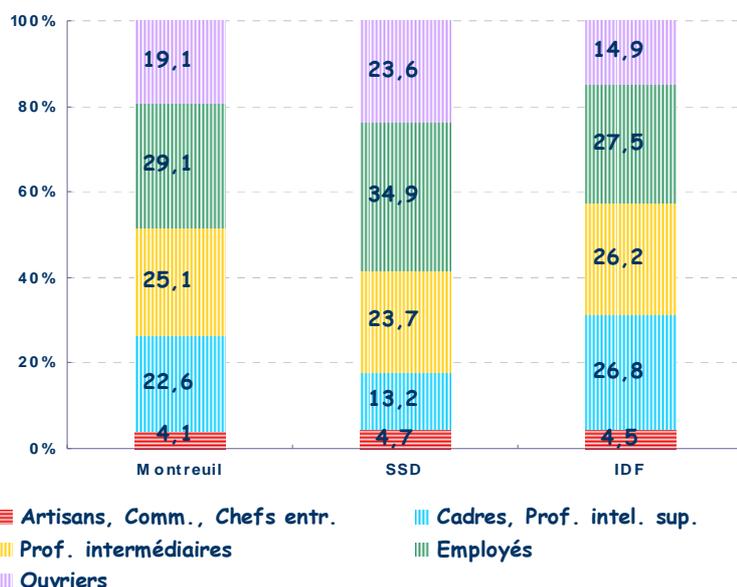
POPULATION, ACTIVITE, EMPLOI ET CHOMAGE

Une commune qui affiche un taux de chômage 2 fois plus important que la moyenne Francilienne

Libellé géographique	Pop 15-64 ans en 2012	Actifs 15-64 ans en 2012	Chômeurs 15-64 ans en 2012	Inactifs 15-64 ans en 2012	Emplois salariés au Lieu de Travail en 2012	Taux d'emploi en 2012	Taux de chômage 15-64 ans en 2012
Montreuil sous Bois	70 526	54 547	9 836	16 009	51 566	63,4	18,0
Seine-Saint-Denis	1 021 478	746 034	131 818	275 444	546 032	60,1	17,7
Poids ville/SSD	6,9	7,3	7,5	5,8	9,4	-	-
Île de France	7 986 762	6 042 846	706 636	1 943 916	5 660 253	66,8	11,7

Source : Insee, RP2012 exploitation principale.

Répartition des actifs âgés de 15/64 ans selon les CSP dans les entités géographiques en 2012 (Source : Insee, RP 2012)



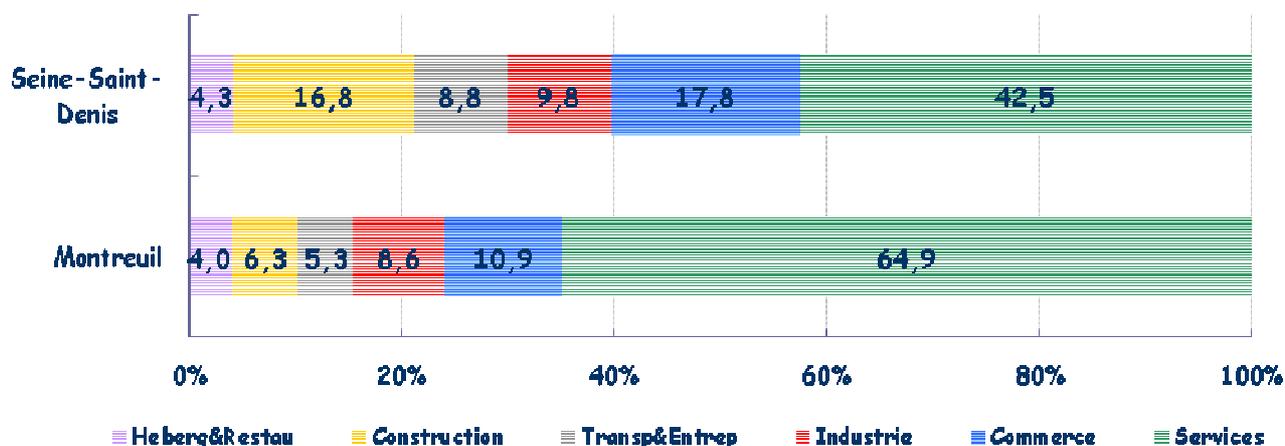
La répartition des catégories socioprofessionnelles dans la commune de Montreuil présente des différences marquées par rapport à l'Île-de-France, mais surtout la Seine-Saint-Denis.

La ville compte plus de cadres (22,6%) que le département (13,2%), mais moins d'ouvriers (19,1% contre 23,6%)

Par rapport à la région, les différences sont un peu moins accentuées. 22,6% contre 26,9% en ce qui concerne les cadres à Montreuil et en Ile-de-France respectivement, et 19,1% contre 14,9% pour les ouvriers.

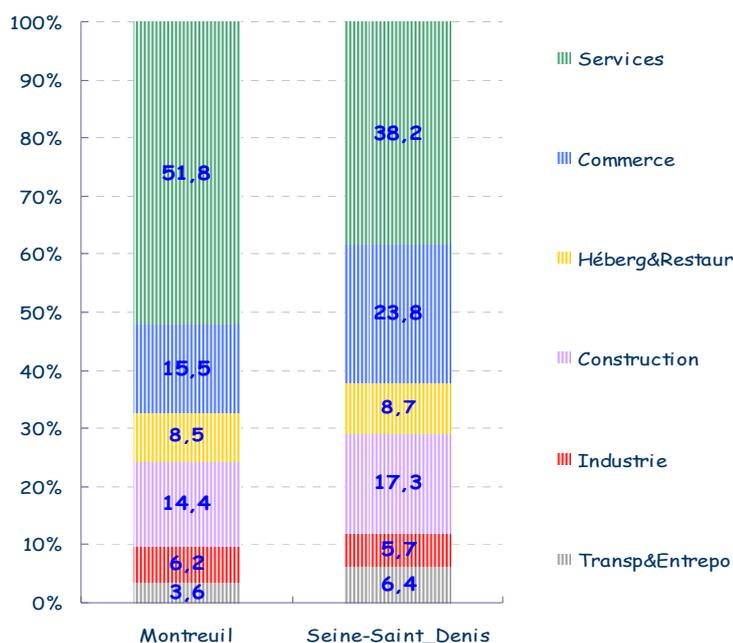
Une économie dominée par les "Services" : près de 2 emplois privés sur 3

Comparaison des effectifs salariés privés selon les secteurs d'activités et les entités géographiques (Acos 2014)



L'économie de la ville de Montreuil est largement dominée par les "Services". En 2014, 65% des emplois de la commune sont concentrés dans ce secteur d'activité. De manière plus générale, la commune de Montreuil présente un profil distinct de celui du département notamment dans le secteur des "Services" qui compte proportionnellement plus d'effectifs salariés (+22,4 points). Le "Commerce" qui est le deuxième secteur le plus important de la ville en terme d'emploi salarié (10,9%), est relativement modeste comparativement au poids de ce secteur au niveau départemental (17,8); un écart de près de 7 points cette fois à l'avantage du département.

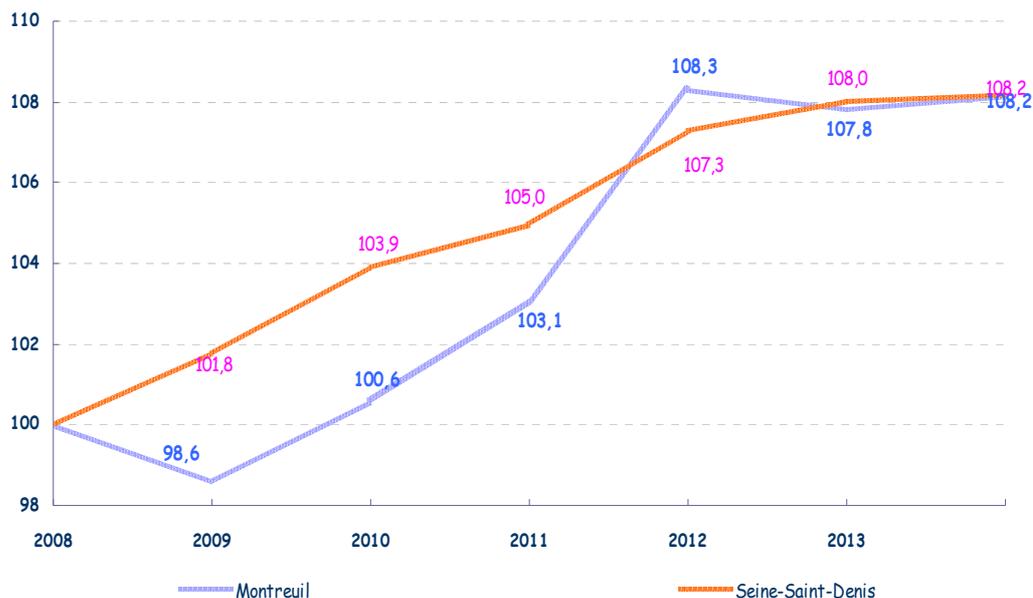
Comparaison du nombre d'établissements (en%) selon les secteurs d'activités et les entités géographiques (Acos 2014)



Concernant les établissements, les territoires de Montreuil et de la Seine-Saint-Denis présentent des disparités de moins grandes ampleurs, mais qui restent assez marquées. Les plus importantes s'observent toujours au niveau des "Services", où le nombre d'établissements est plus élevé à Montreuil (52%) que dans le Département (38%). A l'inverse, la part des établissements dans le secteur du "Commerce", est plus faible à Montreuil (15,5%) que celle enregistrée en Seine-Saint-Denis (23,8%).

Une évolution de l'emploi salarié privé égale à celle observée au niveau départemental (+8,2%)

Evolution des effectifs salariés privés de la commune de Montreuil et de la Seine-Saint-Denis de 2008 à 2014 en indice base 100 de l'année 2008



Source : Acooss

Entre 2008 et 2009, l'effectif salarié du secteur privé à Montreuil a reculé. Mais à partir de 2010, on note une hausse accélérée. Il passe de 35 300 à 38 800 en 2012 (+10% en 3 ans), avant de décroître de nouveau.

Le département en comparaison enregistre une croissance quasi linéaire entre 2008 et 2014.

Au total sur les 6 années observées, les effectifs salariés privés progressent quand même dans les mêmes proportions sur les 2 territoires.

UNE CROISSANCE DE L'EMPLOI SALARIE PRIVE DE 8% AVEC UNE FORTE POUSSEE DU SECTEUR

"TRANSPORTS & ENTREPOSAGE" (+92% SUR 6 ANS)

Secteurs d'activité	2008		2014		Evolution 2008/2014	
	Effectif	Pourc	Effectif	Pourc	Effectif	Pourc
Industrie	2 659	7,4	2 034	5,3	- 625	-23,5
Construction	3 631	10,1	3 315	8,6	- 316	-8,7
Commerce réparation d'automobiles et de motocycles	4 605	12,9	4 229	10,9	- 376	-8,2
Hébergement & Restauration	1 173	3,3	1 563	4,0	390	33,2
Transports et entreposage	1 258	3,5	2 426	6,3	1 168	92,8
Services	22 462	62,8	25 140	64,9	2 678	11,9
Ensemble des Secteurs	35 789	100,0	38 707	100,0	2 918	8,2

Source : Acooss

L'analyse de l'évolution de l'emploi selon les secteurs d'activité à Montreuil montre une situation contrastée : 3 secteurs d'activité sont en progression et 3 autres en perte de vitesse. Les secteurs des "Services" (+12%), de "l'Hébergement&Restauration" (+33%) et des "Transports&Entreposage" (+93%) gagnent respectivement, 2 918, 390 et 1 168 emplois entre 2008 et 2014 tandis que ceux de "l'Industrie" (-23,5%), de la "Construction" (-8,7%) et du "Commerce" (-8,2%) perdent dans l'ordre cité, 625, 316 et 376 emplois au cours de la même période. Au total, on constate une progression de 8,2% dans la commune de Montreuil soit un gain 2 918 emplois.

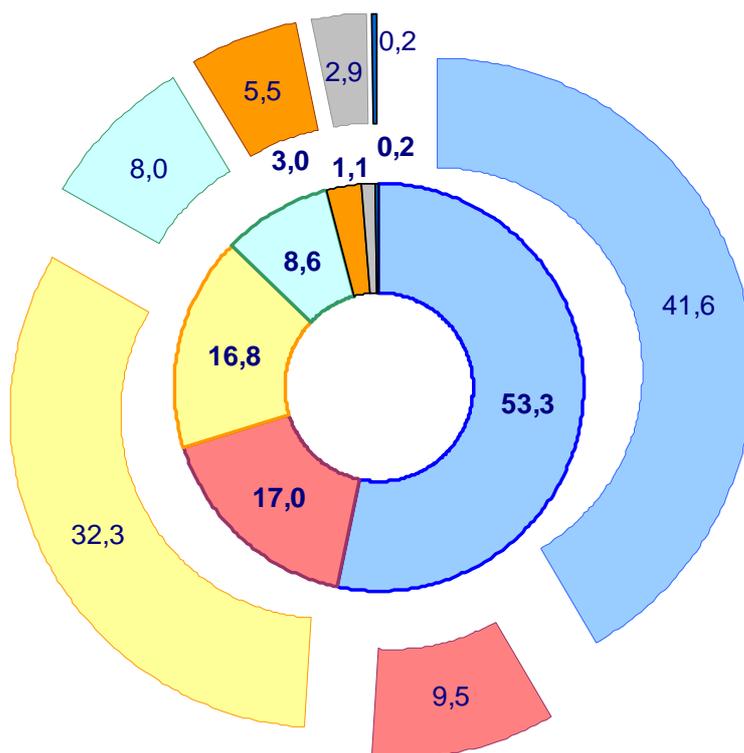
IV - ZOOM SECTORIEL -

LA FILIERE TEXTILE EN SEINE-SAINT-DENIS (HORS COMMERCE DE DETAIL)

Avec 1 316 établissements et 8 733 salariés dans le privé, la filière textile (hors commerce de détail) est nettement sur représentée en Seine-Saint-Denis ; 23% des salariés franciliens du secteur y sont comptabilisés contre 10% pour l'ensemble des salariés franciliens.

53% des effectifs salariés de la filière se trouvent dans le commerce de gros de l'habillement et des chaussures (contre 42% en Ile-de-France). L'industrie du cuir et de la chaussure est également sur représentée en Seine-Saint-Denis (17% contre 9%) alors que l'industrie de l'habillement y est sous représentée (17% contre 32%).

Répartition des salariés en Ile-de-France (anneau extérieur)
et en Seine-Saint-Denis (anneau intérieur) selon l'activité, en % (Source Acoos - 2014)



■ Commerce de gros Habillement Chaussures

■ Industrie de l'habillement

■ Fabrication de Textiles

■ Commerce de gros de machines pour l'ind. textile et l'habillement

■ Industrie du cuir et de la chaussure

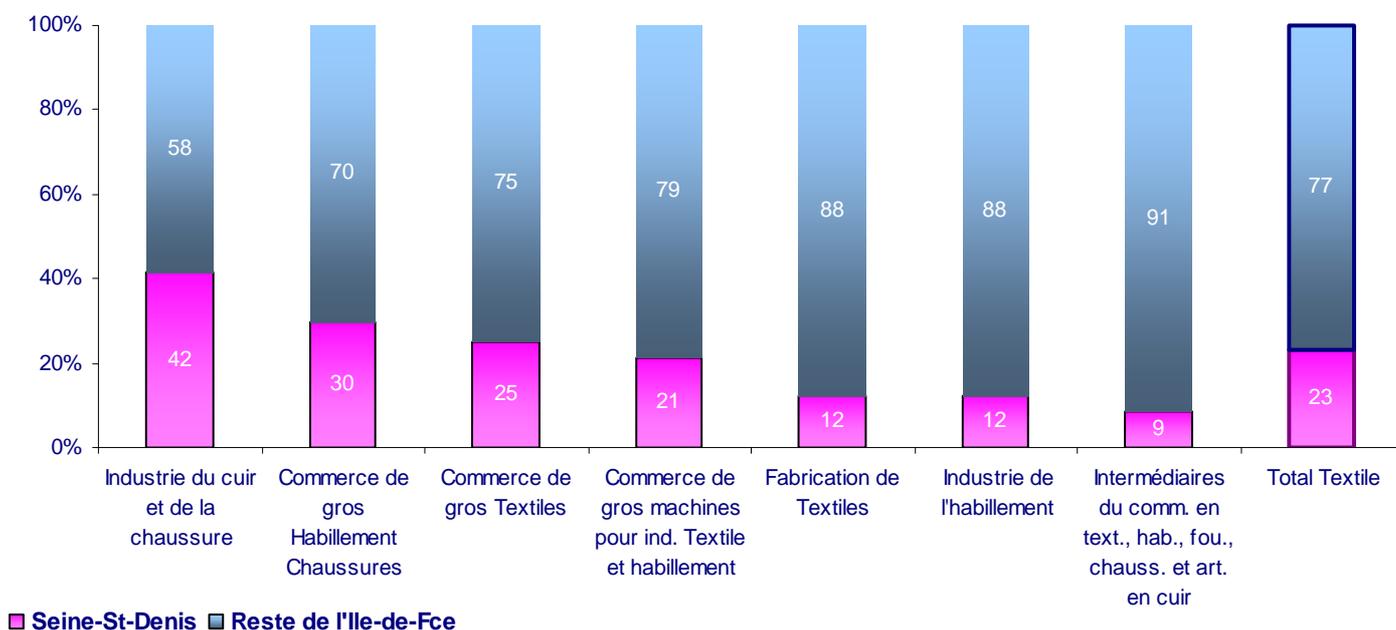
■ Commerce de gros Textiles

■ Intermédiaires du comm. en text., hab., fou., chauss. et art. en cuir

Une sur représentation particulièrement forte dans l'Industrie du cuir et de la chaussure (42% des effectifs franciliens), dans le Commerce de gros de l'habillement et des chaussures (30%) ainsi que dans le Commerce de gros des textiles (25%).

A l'inverse, la fabrication de textiles et l'industrie de l'habillement sont moins fortement sur représentés dans le département mais sont quand même bien présents : 12% des effectifs franciliens de ces branches alors que la Seine-Saint-Denis représente 10% du total des effectifs de la région tous secteurs confondus.

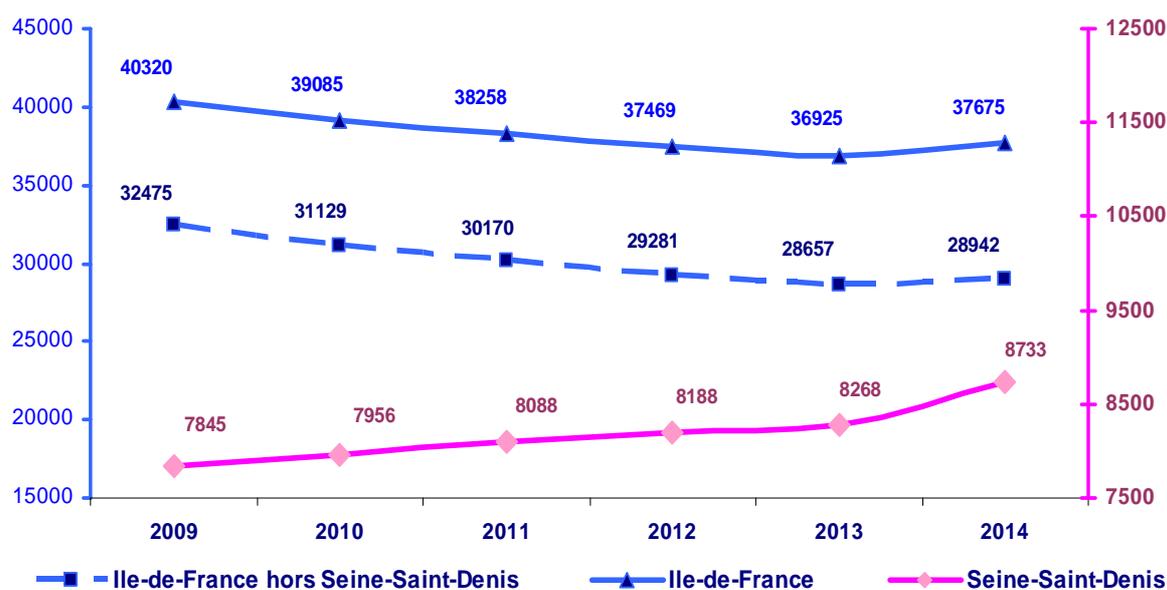
Poids de la Seine-Saint-Denis dans la filière Textile en Ile-de-France selon l'activité en 2014 (Source Acoss)



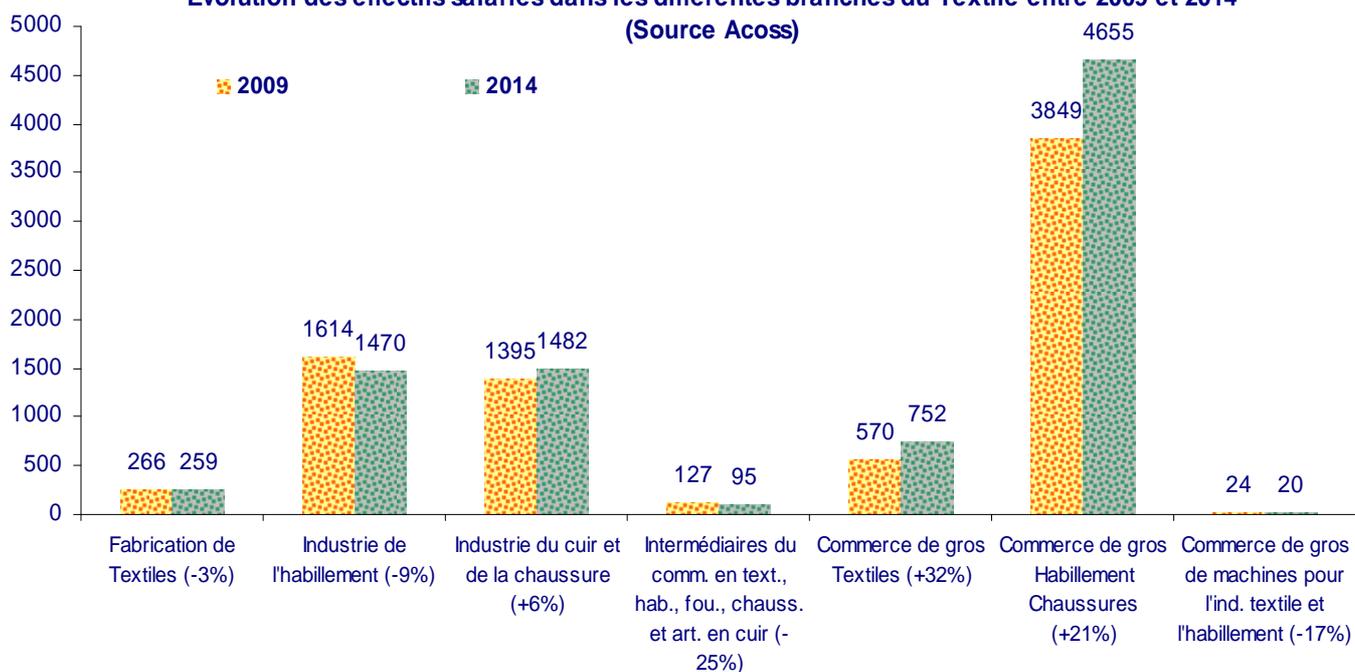
EN 5 ANS, UNE HAUSSE DEPARTEMENTALE A CONTRE COURANT PUIS MOTEUR DE L'EVOLUTION REGIONALE...

L'évolution départementale des effectifs salariés est contraire à l'évolution régionale de 2009 à 2013 (+423 contre -3 818). Puis, en 2014, l'ensemble de la région gagne 750 salariés dont 465 en Seine-Saint-Denis (soit 62% des gains). Sur l'ensemble de la période la hausse a été de 11,3% contre une baisse de 6,6% en Ile-de-France. (voir graphique ci-dessous).

Sur l'ensemble de la période 2009-2014, le département gagne 35 établissements (de 1 281 à 1 316, soit +2,7%) alors que l'ensemble de la région perd 789 établissements, passant ainsi de 5 845 à 5 056, soit -13,5%.

Evolution des effectifs salariés du Textile de 2009 à 2014
 en Seine-Saint-Denis et en Ile-de-France (source Acoos secteur privé)


La hausse des effectifs salariés de la filière Textile entre 2009 et 2014 (solde positif de 888 emplois) est en grande partie imputable à l'augmentation constatée dans **le commerce de gros de l'habillement et des chaussures** (+806 salariés). Pendant le même temps, l'industrie du cuir et de la chaussure gagne 87 emplois et l'industrie de l'habillement perd 144 emplois. On note également une croissance des effectifs du commerce de gros des textiles (+32% avec 82 emplois supplémentaires).

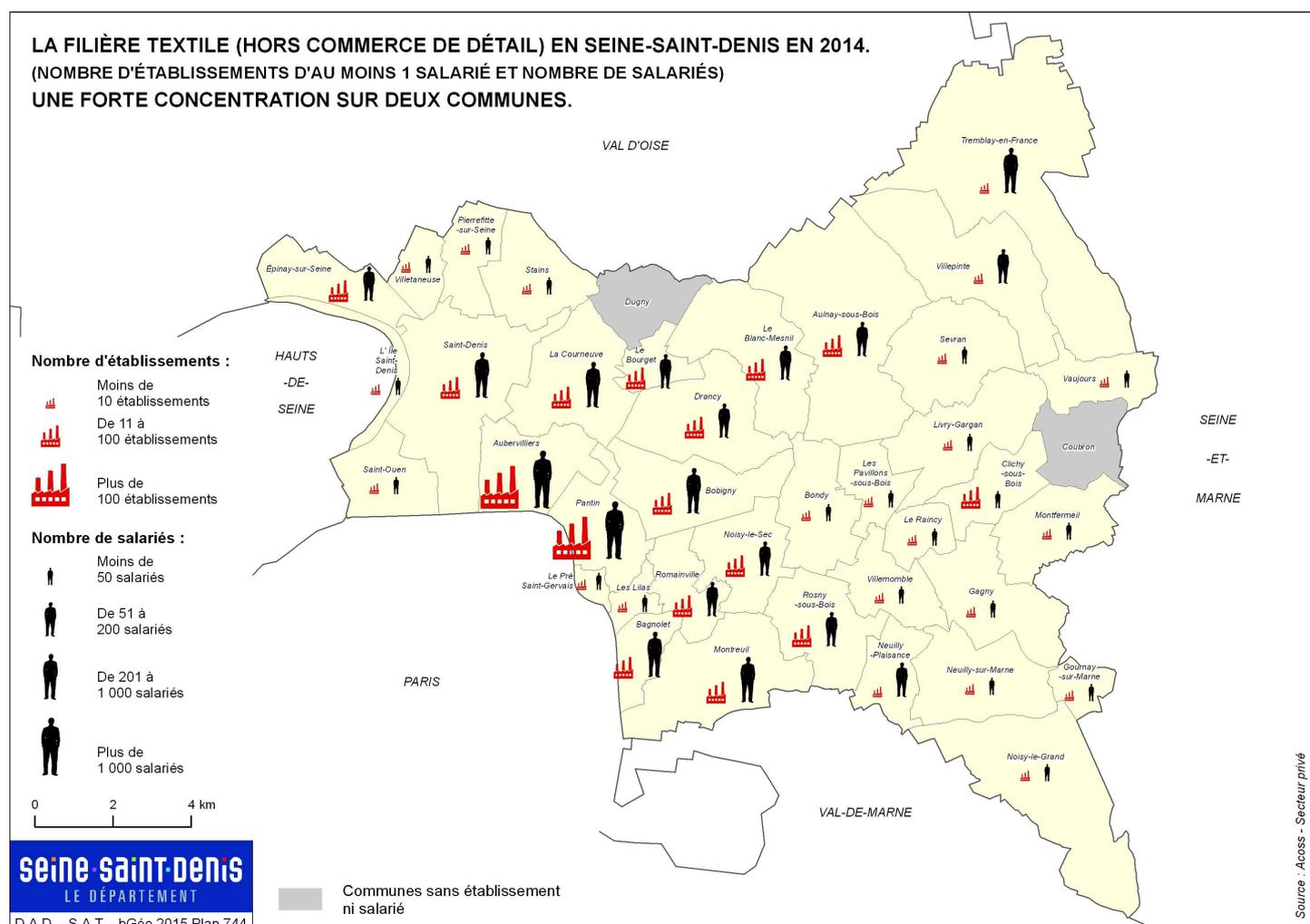
 Evolution des effectifs salariés dans les différentes branches du Textile entre 2009 et 2014
 (Source Acoos)


La filière textile (hors commerce de détail) n'a pas la même importance dans toutes les communes du département.

On observe une très forte concentration de cette filière dans deux communes de l'ouest limitrophes de Paris : Aubervilliers et Pantin. Ces deux communes représentent 57% des effectifs et 66% des établissements de la filière du département.

Aubervilliers compte 748 établissements et 2 997 salariés, soit en moyenne 4 salariés par établissement, il s'agit plutôt d'un tissu très dense de petites entreprises de fabrication et surtout de commerce de gros.

Pantin, avec 124 établissements et 1 969 salariés (soit en moyenne 16 salariés par établissement), présente un tissu différent. En effet c'est à Pantin que sont installés les plus gros établissements de la filière, en particulier l'entreprise Hermès (industrie du cuir et de la chaussure) qui compte à elle seule plus de 1 000 salariés. (Source Insee, Sirene 2015).

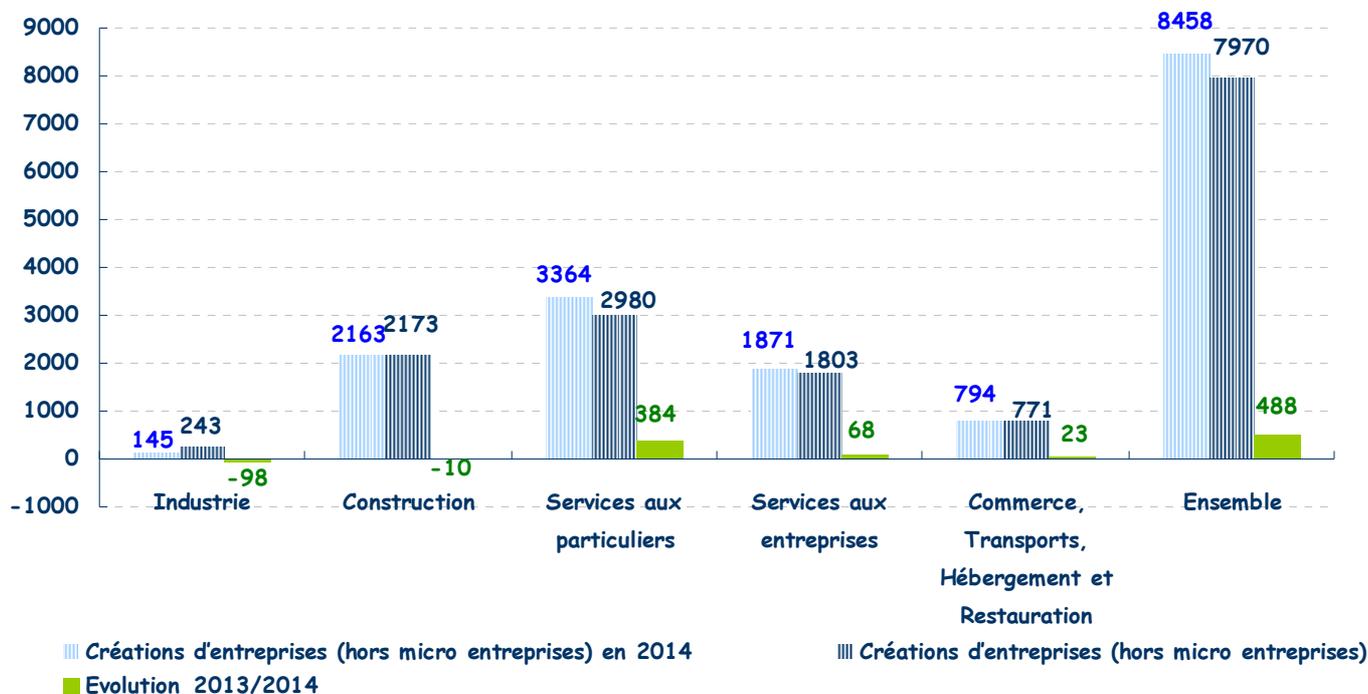


V - CREATIONS ET DEFAILLANCES D'ENTREPRISES (Source : Insee)

Les créations d'entreprises (hors micro entreprises) selon les secteurs d'activité :

UNE DYNAMIQUE POSITIVE DANS TOUS LES SECTEURS A L'EXCEPTION DE "L'INDUSTRIE" ET LA "CONSTRUCTION"

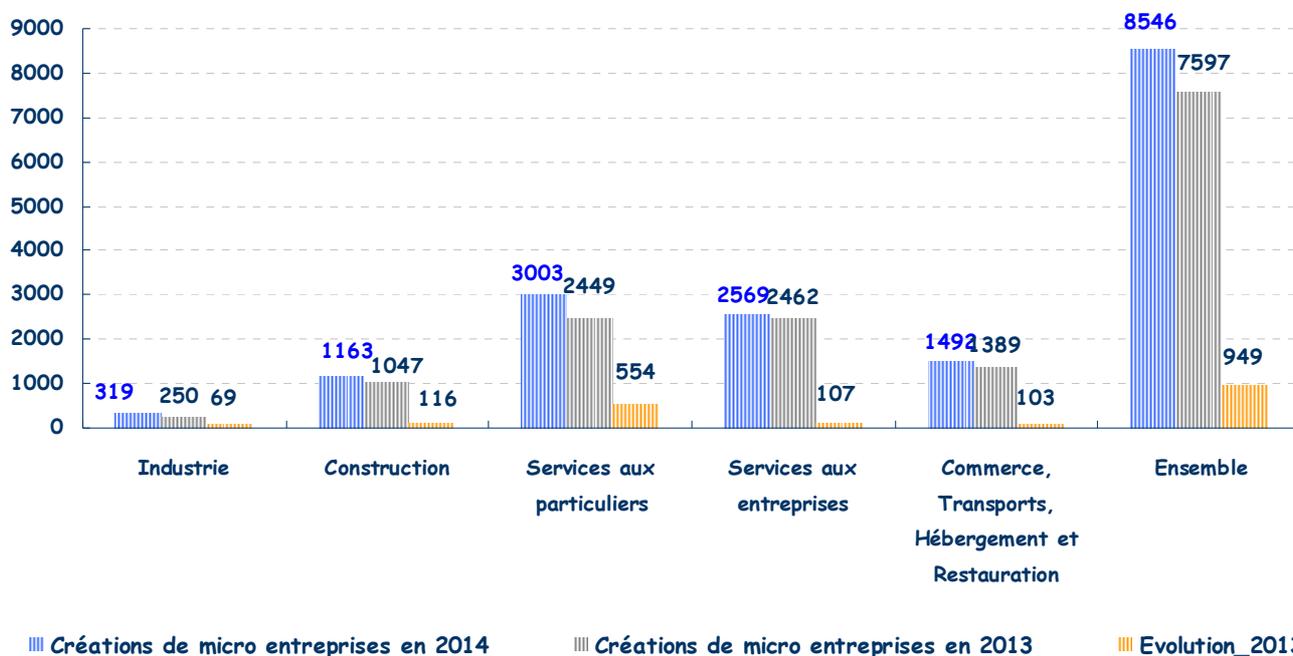
Evolution du nombre de créations d'entreprises (hors micro entreprises) en SSD selon les secteurs entre 2013 et 2014 (source : Insee)



Les créations de micro entreprises selon les secteurs d'activité :

HAUSSE DANS TOUS LES SECTEURS D'ACTIVITE ENTRE 2013 ET 2014

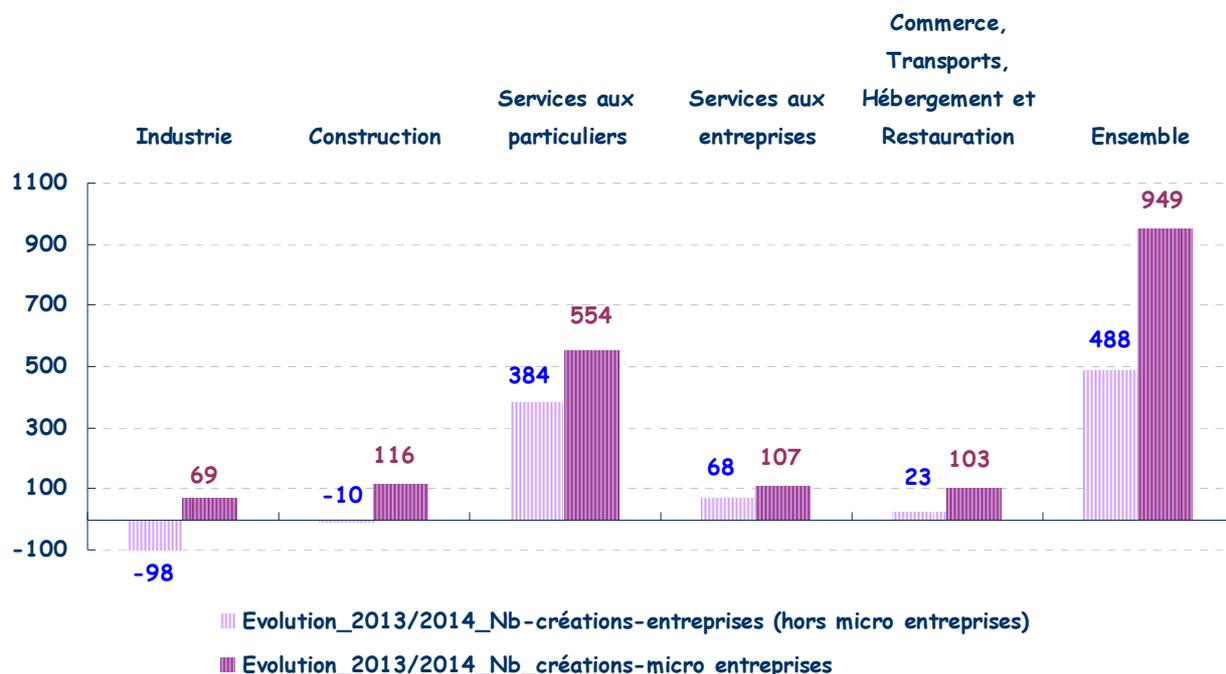
Evolution du nombre de créations de micro entreprises en SSD selon les secteurs entre 2013 et 2014 (source : Insee)



Evolution comparée des créations d'entreprises (hors micro entreprises) et des créations des micro entreprises entre 2013 et 2014 :

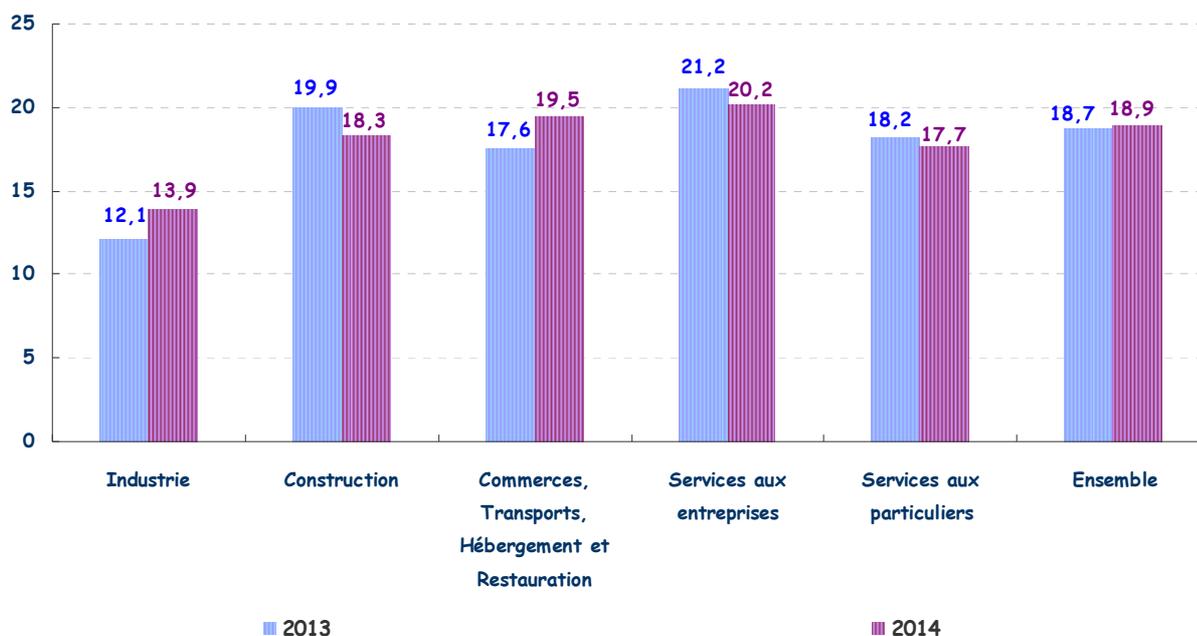
UNE DYNAMIQUE PLUS FAVORABLE AUX CREATIONS DE MICRO ENTREPRISES ENTRE 2013 ET 2014

Evolution comparée du nb créations d'entreprises (hors micro entreprises) et de micro entreprises en SSD entre 2013 et 2014 (source : Insee)



Taux de création d'entreprises selon les secteurs d'activité en Seine-Saint-Denis 2013/2014

Evolution du taux de création des entreprises selon le secteur d'activité entre 2013 et 2014 en Seine-Saint-Denis



*Champ : créations d'entreprises de l'ensemble des activités marchandes non agricoles (ou champ de l'industrie, du commerce et de l'ensemble des services). Ce champ inclut à partir du 1er janvier 2009 les sociétés civiles et les activités financières, les activités de location de biens immobiliers et des catégories juridiques marginales dont certains établissements publics administratifs (par exemple : les établissements pour personnes âgées ou services d'aide à la personne qui dépendent de la commune)

VI - MARCHÉ DU TRAVAIL (Source : Direccte Ile-de-France)

6,7% D'AUGMENTATION DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI EN SEINE-SAINT-DENIS
EN UNE ANNEE (AOÛT 2014/AOÛT 2015)

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois en catégorie A et ABC (sources : Direccte IDF / Dares)

Données CVS	Août	Juillet	Août	variation %	variation %	% -25 ans	% durée > 1 an
	2014	2015	2015	1 mois	1 an	août-15	août-15
Seine-Saint-Denis							
Catégorie A	116 110	121 030	122 340	1,1	5,4	11,5	
Catégories ABC	154 220	163 890	164 610	0,4	6,7	10,8	43,7
Ile-de-France							
Catégorie A	649 780	670 250	681 200	1,6	4,8	11,3	
Catégories ABC	902 290	950 970	956 720	0,6	6,0	10,5	43,3
France métropolitaine							
Catégorie A	3 415 000	3 551 600	3 571 600	0,6	4,6	14,5	
Catégories ABC	5 076 200	5 412 500	5 420 900	0,2	6,7	14,2	44,4

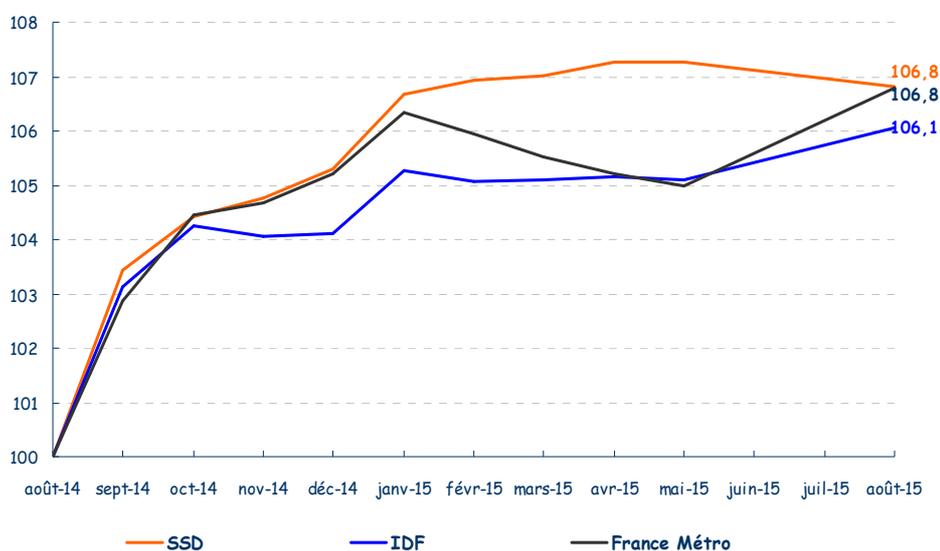
* Chiffre obtenu à partir de données brutes Sources: Pôle Emploi / DARES

Sur les douze derniers mois (août 2014 et août 2015), le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A,B,C est encore en progression sur tous les territoires. En Seine-Saint-Denis l'augmentation est au même niveau que sur le plan national (6,7%) mais plus élevée qu'au niveau régional (6,1%). Sur 1 mois (juillet 2015 et août 2015), les augmentations enregistrées s'élèvent au niveau départemental à 0,4%, 0,6% au niveau de la région et à 0,2% au niveau national.

En ce qui concerne les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans, c'est toujours au niveau national que l'on observe le taux le plus élevé. 14,5% contre 10,5% pour le département et la région (catégories A,B,C).

Quant au chômage de longue durée, il touche un peu plus la Seine-Saint-Denis (43,7%). que la France Métropolitaine (44,3%). En Île de France il atteint 43,3%.

Evolution mensuelle du nb de demandeurs d'emploi (catégorie A,B,C) août2014/août2015
en indice base 100 d'août 2014. -Source : Ministère du travail -site internet (données brutes)-

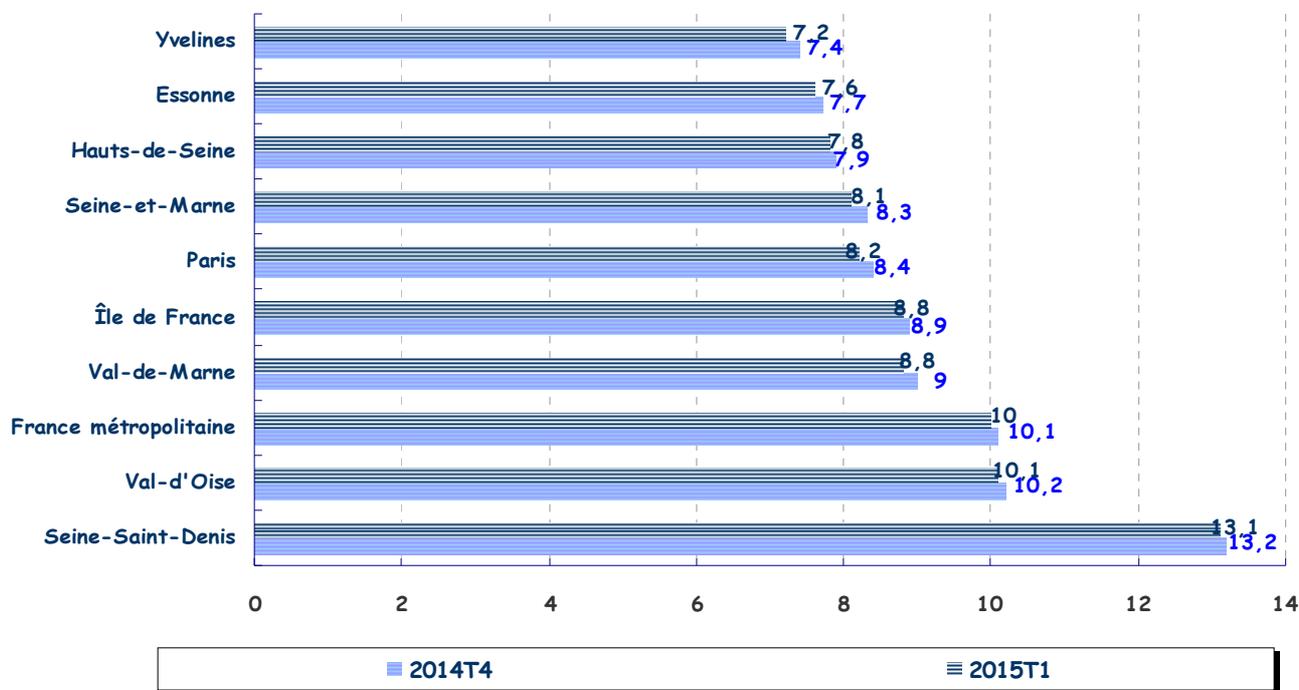


L'observation de l'évolution mensuelle des demandeurs d'emploi de catégorie A,B,C sur deux années, montre des tendances assez différentes pour les 3 entités. Alors qu'un ralentissement semble se dessiner en ce qui concerne la Seine-Saint-Denis, pour l'IDF, la tendance serait plutôt à la hausse tout comme au niveau national.

Taux de chômage : BAISSSE DE 0,1 POINT EN SEINE-SAINT-DENIS AU 1ER TRIMESTRE 2015

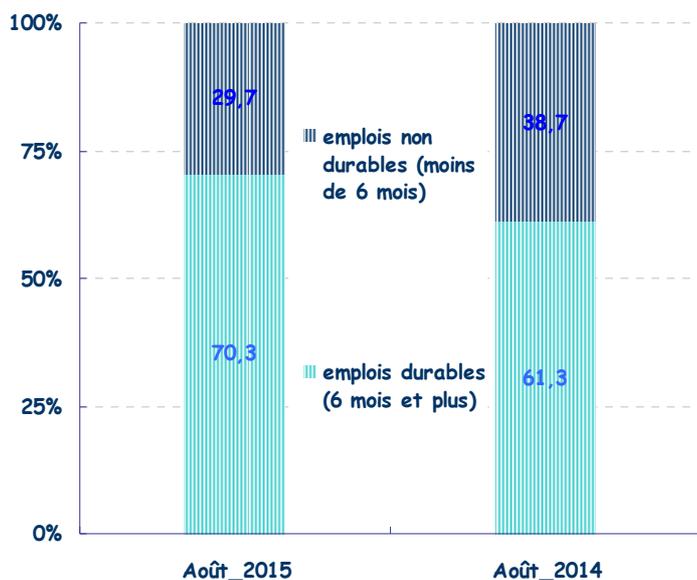
Entre décembre 2014 et mars 2015, le taux de chômage a reculé sur tous les territoires de l'IDF. En Seine-Saint-Denis la baisse enregistrée est égale à la moyenne régionale (-0,1 point). Dans les Yvelines, la Seine et Marne, le Val de Marne et à Paris, la baisse est la plus forte au cours de la même période : -0,2 point. En France métropolitaine la différence enregistrée est égale aussi à 0.1 point.

Evolution du taux de chômage entre décembre 2014 et mars 2015 en Île de France



Offres d'emploi : UNE OFFRE GLOBALE UN PEU PLUS FAIBLE EN AOÛT 2015 QU'EN AOÛT 2014 MAIS PLUS D'EMPLOI DURABLES (Source : Direccte Ile de France)

Offres d'emploi collectées par Pôle Emploi en Seine-Saint-Denis



Offre totale emploi Août 2014 : 3 540
Offre totale emploi Août 2015 : 3 400

Globalement, au regard des 12 derniers mois (août-2014/août-2015), les offres d'emploi collectées par Pôle Emploi, déclinent légèrement en Seine-Saint-Denis (3 400 contre 3 540). Les proportions observées en emplois durables (70,3%) et en emplois non durables (29,7%) en août 2015, sont plus favorables que celles observées une année plus tôt, à savoir 61,3% contre 38,7%.

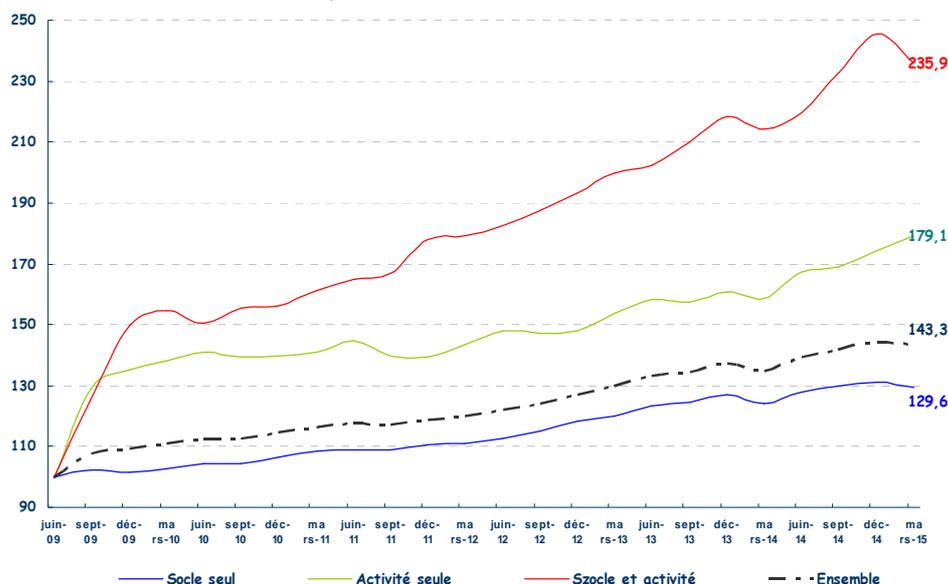
LE REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE (Source : Site CAF) : UNE BAISSSE INATTENDUE DE 07% DU NOMBRE D'ALLOCATAIRES DU RSA EN SEINE-SAINT-DENIS ENTRE DECEMBRE 2014 ET MARS 2015

Période	Socle seulement	Activité seulement	Socle et activité	Ensemble RSA
Mars_13	64 661	15 873	8 017	88 551
Juin_13	66 369	16 350	8 106	90 825
Sept_13	67 111	16 242	8 425	91 778
Dec_13	68 350	16 597	8 755	93 702
Mars_14	66 999	16 382	8 582	91 963
Juin_14	68 935	17 273	8 809	95 017
Sept_14	70 027	17 421	9 329	96 777
Déc_14	70 583	17 979	9 843	98 405
Mars_15	69 816	18 485	9 458	97 759

Les premiers mois de l'année 2015 montrent une baisse du nombre d'allocataires du RSA en Seine-Saint-Denis. Entre décembre 2014 et mars 2015 le nombre d'allocataires (contre toute attente) a reculé de 649 individus, soit proportionnellement à décembre 2014, 0,7% de moins.

Evolution (en base 100) des différentes composantes du RSA en Seine-Saint-Denis de juin 2009 à mars 2015 (source : site CAF)

L'analyse selon les composantes du RSA montre des évolutions différentes. Alors que le "RSA Socle seulement" et le "RSA Socle et Activité" reculaient respectivement de 1,1% et 3,5%, le RSA "Activité seulement" progressait de 2,8%; Autrement dit, le nombre de travailleurs pauvres est en augmentation dans le département entre décembre 2014 et mars 2015



LEXIQUE :

RSA socle seul : un foyer allocataire du « RSA socle seul » n'a pas de revenus d'activité, ou bien au moins un de ses membres est en période de cumul intégral[1].

RSA socle et activité : les bénéficiaires du « RSA socle et activité » ont de faibles revenus d'activité et l'ensemble de leurs ressources est inférieur au montant forfaitaire. Ils bénéficient donc à la fois du RSA socle (fraction) et du RSA activité.

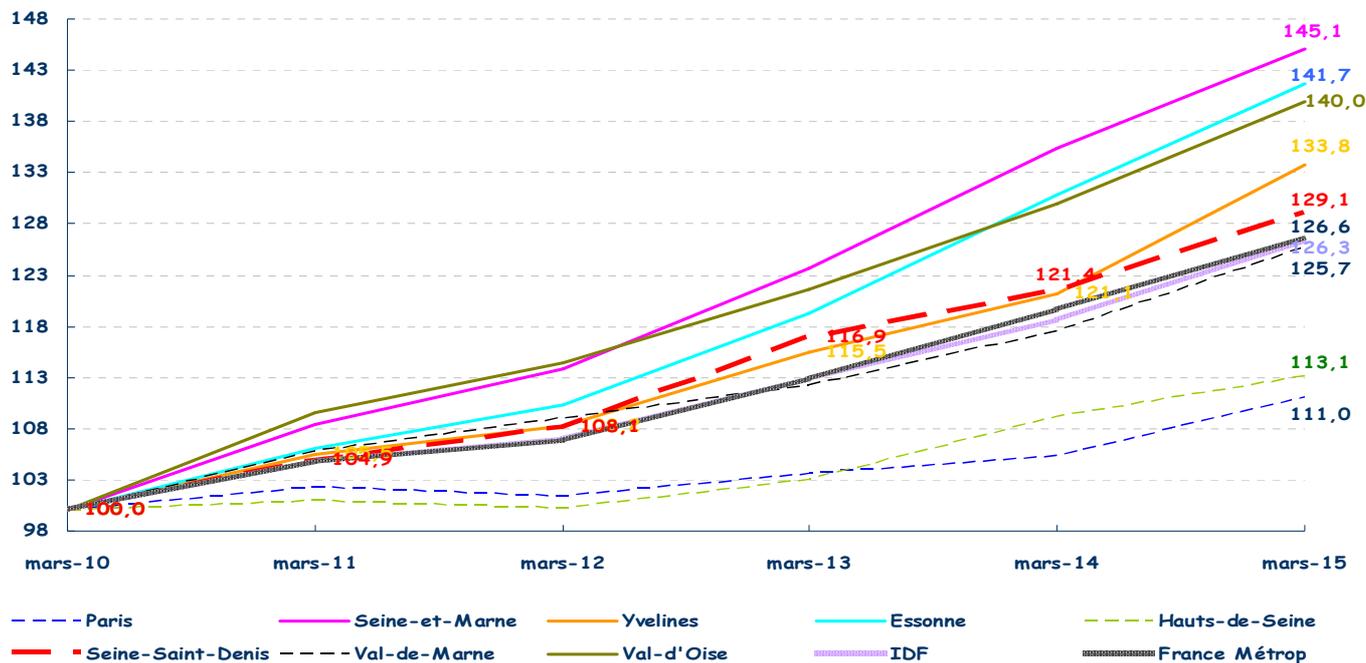
RSA activité seul : les bénéficiaires du « RSA activité seul » ont de faibles revenus d'activité et l'ensemble de leurs ressources est supérieur au montant forfaitaire. C'est cette composante qui est véritablement nouvelle avec la mise en place du RSA et qui sert le plus souvent de référence pour apprécier la montée en charge du RSA.

[1] Le cumul intégral consiste à neutraliser l'ensemble des revenus d'activité pour le calcul du RSA, pendant une période de 4 mois (éventuellement fractionnée) au cours des douze derniers mois.

COMPARAISON ENTRE LES DEPARTEMENTS FRANCILIENS (Source : Site CAF)

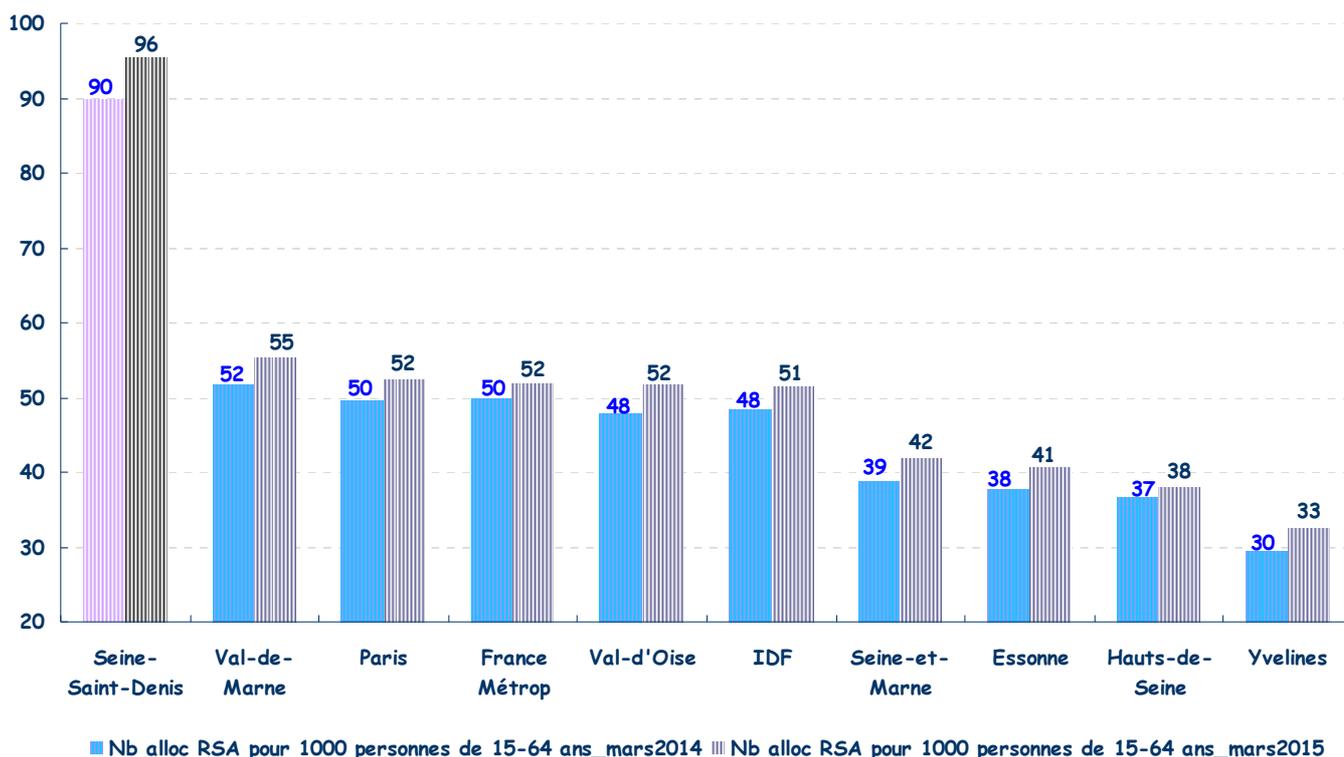
DES HUIT DEPARTEMENTS FRANCILIENS, LA SEINE-SAINT-DENIS EST CELUI QUI COMPTE LE PLUS D'ALLOCATAIRES DU RSA.

Evolution du nombre de foyers d'allacataire du RSA en IDF depuis 5 ans (mars 2010/mars2015)



L'observation sur 5 années du RSA dans les départements franciliens affiche les plus fortes progressions dans les départements de la grande couronne; la Seine-et-Marne enregistrant la hausse la plus importante (+45%)
Quant à la Seine-Saint-Denis sa hausse atteint 29% sur la même période.

Evolution comparée du nombre d'allocataires pour 1000 personnes âgées de 15-64 ans dans les départements franciliens entre mars 2014 et mars 2015



■ Nb alloc RSA pour 1000 personnes de 15-64 ans_mars2014 ▨ Nb alloc RSA pour 1000 personnes de 15-64 ans_mars2015

LES DEFINITIONS DU CHÔMAGE

- **A - Le taux de chômage du recensement :**

Au sens du recensement, est chômeur toute personne de 15 ans ou plus qui s'est déclarée "chômeur" (indépendamment d'une éventuelle inscription auprès du Pôle Emploi), sauf si elle a déclaré explicitement par ailleurs ne pas rechercher de travail.

Remarque : Cette définition diffère de celles du Bureau international du travail (BIT) et du Pôle emploi. Le chômage au recensement est plus élevé que le chômage au sens du BIT car les personnes inactives ont parfois tendance à se déclarer au chômage alors qu'elles ne répondent pas à tous les critères du BIT.

- **B - Le taux de chômage au sens du BIT :**

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

Remarque du Pôle Emploi :

« La notion de demandeurs d'emploi inscrits à "Pôle emploi" est différente de celle du chômage BIT : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et, inversement, certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle emploi. Le chômage au sens du BIT constitue un indicateur de référence pour l'analyse comparative du marché du travail dans différents pays. Seule une enquête statistique peut vérifier si ces critères sont remplis. En France, il s'agit de l'enquête Emploi de l'Insee (voir ci-après) ».

- **C - Le taux de chômage localisé (à partir du BIT) :**

L'enquête Emploi en continu est la seule source permettant de mettre en œuvre les définitions préconisées par le Bureau international du travail (BIT) sur le chômage. Cependant, la taille de l'échantillon de cette enquête ne permet pas de procéder à des estimations départementales : la ventilation du chômage BIT national par département utilise les séries départementales des DEFM (Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois du Pôle Emploi) pour localiser le chômage (c'est la raison pour laquelle l'utilisation du terme « chômage au sens du BIT » est inappropriée en dehors du calcul national et que le terme « taux de chômage localisé » est employé au niveau infra-national). Le nombre de chômeurs est alors estimé en appliquant le poids du département dans les DEFM de catégorie A au total des chômeurs BIT de la métropole. Ce nombre est ensuite corrigé des variations saisonnières. On en déduit ainsi des taux de chômage localisés qui représentent le rapport du nombre de chômeurs à la population active totale.

LES CHIFFRES CLES

INSEE	Superficie : 236,2 km²
	Nombre d'habitants au 1er janvier 2014 (population totale) : 1 554 556
	Part des moins de 20 ans en 2011 : 29 %
	Population active en 2011 : 73%
	Part des foyers non imposables (impôts sur le revenu 2011) : 38,9 %
INSEE	Médiane du Revenu disponible par unité de consommation en 2012 - Seine-Saint-Denis - 16 609 € (Ile-de-France : 22 180 €)
SIREN 2015	Nombre total d'établissements en Seine-Saint-Denis au 01 juin 2015 : 145 955
INSEE	Nombre de créations d'entreprises hors régime micro entreprises en 2014 : 8 459
	Nombre de créations d'entreprises sous le régime de micro entreprises en 2014 : 8 546
	Nombre de créations d'entreprises hors régime auto entrepreneur en 2014 : 7 970
	Taux de création d'entreprise en 2014 : 18,9%
	Taux horaire (brut) du SMIC 2015: 9,61 / SMIC brut mensuel en 2015: 1 457,52 €
ACOSS	Nombre d'établissements privés ayant au moins 1 salarié en 2014 : 466 840

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
ET DE L'INNOVATION - DEEFI -

Directeur : **Charles ASSOULINE**

Ce bulletin est réalisé par l'équipe de **Pôle Veille Economique**

Nathalie JOLY : njoly@cg93.fr

Démographie – Emploi – Enquêtes

Virgile ADJAH : vadjahi@cg93.fr

Etudes - Statistiques - Enquêtes

Raymond LEHMAN : rlehman@cg93.fr

Actualités départementales - Grandes entreprises - Aménagement commercial

Dorssaf ZAHER EL ALAOUI : dzaherelalaoui@cg93.fr / Tel : 01 43 93 86 45

Contact et Abonnement

Sous la responsabilité de :

Jean-Luc PARISOT, Directeur adjoint



www.seine-saint-denis.fr